

Après le champagne du 27 septembre, la sueur des travaux budgétaires

Le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a démarré hier soir son conclave budgétaire. Le défi: trouver des moyens pour financer le Pacte d'excellence sans creuser encore le trou budgétaire.

NATHALIE BAMPIS

Ils ne se sont pas éternisés hier à l'hôtel de ville de Bruxelles après les discours officiels du 27 septembre, fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles. C'est que les ministres communautaires francophones avaient du pain sur la planche. Une petite coupe, trois petits fours et direction place Surllet de Chokier, le bureau, les dossiers, le budget...

Dans la foulée des festivités, le gouvernement devait entamer hier soir les travaux budgétaires. Et personne ne cachait que l'exercice s'annonce périlleux.

Le budget 2017 devrait être bouclé pour la fin du week-end prochain, toute la difficulté de l'équipe de Rudy Demotte étant de composer avec des recettes dont pas un ministre n'a la maîtrise (elles proviennent pour près de 90% des dotations fédérales émanant de l'impôt des personnes physiques et des recettes de la TVA), et des dépenses qui, au fil du temps, sont de plus en plus incom-

pressibles. Plus de 70% du petit 10 milliards d'euros gérés par la FWB sont consacrés à l'enseignement. À l'heure où l'on s'apprête à poser les premiers choix politiques du Pacte d'excellence, annoncer de nouvelles coupes pour faire tenir le budget sur les rails risque d'être compliqué...

Couper ou investir?

Et pourtant, cette grande réforme censée transformer d'un coup de baguette magique (ou presque) l'enseignement francophone en une machine ultra-performante titrant vers le haut tous les élèves nécessitera des moyens financiers supplémentaires. Comment faire, alors que le dernier contrôle budgétaire annonçait encore un déficit de 245 millions d'euros pour l'exercice 2016?

Le ministre président de la FWB l'a réaffirmé à la tribune de l'hôtel de ville de Bruxelles: le Pacte d'excellence, qu'il nomme «Plan Marshall de l'enseignement», disposera des moyens financiers à hauteur des enjeux qu'il doit rencontrer. Oui, mais comment? Rudy Demotte lance une piste: l'assouplissement des règles en matière d'investissement. Et pour cela, il compte sur l'appui du Fédéral, qui a appelé à la conclusion d'un grand pacte d'investissement. «Dans ce

Pacte, il faut qu'il y ait un volet consacré à l'éducation et la connaissance», juge le ministre-président.

En attendant, il faut gérer l'urgence. Avec une première certitude: la FWB ne visera pas l'équilibre. «Il ne faut pas rêver, ce ne sera pas possible», confie un ténor socialiste.

Cela étant dit, plutôt que de creuser encore davantage le déficit, on espère bien le réduire. Par quel miracle? Les recettes pourraient être meilleures que prévues, laissez-les entendre. À côté de cela, il y aurait moyen d'encore resserrer quelques boulons du côté des économies structurelles à faire dans les départements.

Mais ce budget, il ne donnera donc pas encore le top départ du Pacte d'excellence? «Non, on n'en est pas encore au stade du 'Grand Soir', explique un proche du dossier. Les choix politiques ne sont pas encore posés, ce sera pour le mois de novembre.»

Mais comment, alors, élaborer le budget sans savoir exactement ce qui sera nécessaire au financement du Pacte? La ministre de l'enseignement, Marie-Martine Schyns (cdH), espère bien recevoir quelques biscuits en réserve. «Nous allons prévoir une provision budgétaire pour le Pacte, nous affirme-t-elle, précisant que pour sa bonne mise en œuvre, il faudra aussi créer une «cellule dédiée»

au changement» pour accompagner le processus, comme il en existe au niveau du Plan Marshall wallon.

Pavé dans la mare

Pour refinancer l'enseignement, certains socialistes ont bien quelques idées. Comme le président du Parlement de la FWB, Philippe Courard (PS), qui a relancé le pavé estampillé «guerre des réseaux» dans la mare hier matin. Histoire de mettre un peu d'ambiance dans ce 27 septembre très institutionnel? En proposant une fusion des réseaux, au nom de l'efficacité et par souci d'économie, il s'est en tout cas attiré les foudres du cdH. Véronique Salvi, la chef de groupe cdH à la FWB, a rappelé l'importance de maintenir une liberté d'enseignement.

Rudy Demotte a tenté de calmer le jeu, parlant plutôt de «porosité» entre réseaux, et de collaborations renforcées. Le bras-de-fer budgétaire commence, inutile de (déjà) s'étriper...

«Nous allons prévoir une provision budgétaire pour le Pacte d'excellence.»

MARIE-MARTINE SCHYNS
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT

POLÉMIQUE

LES NUMÉROS INAMI GÂCHENT LA FÊTE

Alors que le Premier ministre Charles Michel et les membres MR du gouvernement fédéral l'écoutaient «religieusement», le ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Rudy Demotte (PS), a dénoncé dans son discours un **manque de loyauté fédérale**, en évoquant l'épineuse question des numéros Inami cadencés par la ministre de la Santé Maggie De Block (Open Vld). Pour Rudy Demotte, cette intransigeance sur la clé de répartition des numéros Inami est **guidée par la N-VA**, qui voudrait pousser les francophones à demander eux-

mêmes une nouvelle réforme de l'Etat. «**Le piège est grossier et j'espère que tous les francophones, où qu'ils siègent, le mesurent bien!**» a lancé Rudy Demotte.

Cette sortie retentissante n'a pas fait broncher le Premier ministre, mais bien son président

de parti, **Olivier Chastel**, lui aussi présent aux festivités. Selon lui, la décision fédérale permet d'augmenter «pour la première fois» depuis des années le nombre de numéros Inami. «**Le nombre de médecins francophones diplômés et disposant d'un numéro Inami en 2022**

passera de 492 à 528», fait valoir Olivier Chastel, qui réclame au passage l'instauration rapide d'un examen d'entrée en médecine, comme il en existe en Flandre. Pour rappel, la FWB a instauré un concours en fin de 1^{er} Bac en médecine, mais ce concours a été invalidé par le Conseil d'Etat, jugeant les quotas sur lesquels il se basait «non-fondés». C'est d'ailleurs ce qu'a rappelé Jean-Claude Marcourt, le ministre de l'Enseignement supérieur, qui estime que le quota fédéral doit être mieux étayé si l'on persiste dans l'idée d'organiser un concours.